

Termes de Référence (ToR)

Vérification Indépendante des résultats du Projet Régional d'Accès à l'Electricité Hors Réseau (ROGEAP)

Contexte et justification

Le Projet régional d'accès hors réseau à l'électricité (ROGEAP) vise à accroître l'accès à l'électricité via des systèmes solaires autonomes dans les États membres de la CEDEAO et certains pays sahéliens et Afrique du centre. À l'approche de la date de clôture actuelle de l'opération, le 30 juin 2026, les agences chargées de mise en œuvre ont demandé une prolongation d'un an. Pour démontrer que les résultats du projet réalisés jusqu'à présent sont fiables, précis, crédibles et imputables aux activités et au financement du projet, une vérification indépendante des résultats est requise pour : (i) valider les progrès vers l'objectif de développement du projet (PDO) et les objectifs du cadre des résultats, (ii) éclairer la décision de la Direction concernant la prolongation, et (iii) renforcer l'intégrité des systèmes de suivi et de reporting pour le reste du projet.

Objectifs

- Vérifiez, par des méthodes et sources indépendantes, l'exactitude, l'exhaustivité et l'attribution des résultats rapportés selon le cadre des résultats de ROGEAP à partir d'une date limite définie.
- Évaluer la robustesse des systèmes, processus et contrôles utilisés par les agences de mise en œuvre et les intermédiaires financiers pour générer, agréger et rapporter les résultats.
- Identifier les écarts importants et les risques de mauvaise déclaration, fournir des recommandations correctives ainsi qu'un plan d'action.
- Fournir un rapport de vérification et un ensemble de données de résultats auditable adaptés à la décision de la Direction concernant la demande de prolongation et à divulgation au Comité de Pilotage du projet.

Champ d'action

La vérification couvrira tous les pays et composantes relevant du champ d'application et des fenêtres de financement du ROGEAP, y compris les activités et sous-projets gérés par la CEDEAO (Composante 1) et BOAD (Composante 2) qui finance les institutions financières commerciales (CFI). Les activités gérées par BOAD et les rapports des sous-projets CFI devraient être prioritaires plus élevés que les rapports de la CEDEAO avec un processus de vérification plus rigoureux, car jusqu'à présent, les rapports sur les activités des CFI en matière de suivi et

évaluation sont relativement faibles en termes de fiabilité. Il faut noter que la composante 2 est le principal contributeur à l'atteinte des objectifs de développement du projet.

Au minimum, le cabinet doit :

1. Résultats cartographiques et flux de données

- Compiler le cadre complet des résultats (indicateurs PDO/intermédiaires, définitions, références, objectifs, désagrégation par genre, pays, type de bénéficiaire).
- Documenter les sources de données, les outils de collecte et les voies de reporting (agences de mise en œuvre, IMF/CFI, PME/PMI, sous-traitants, institutions publiques, laboratoires de test, prestataires de formation).

2. Vérifier les indicateurs clés de PDO et intermédiaires

- Les bénéficiaires ayant nouvellement accès à l'électricité via des systèmes solaires autonomes (ménages, PME, institutions publiques par exemple centres de santé, écoles), avec la désagrégation par genre
- Volume et conditions de crédit accordés dans le cadre de la composante 2 (prêt en cours - des CFI aux emprunteurs finaux), y compris la qualité du portefeuille et l'afflux de capital privé.
- Normes et jalons de l'assurance qualité atteints (adoption des normes régionales pour les produits OGS jusqu'à 350 Wp, soutien à la mise en application des États membres).
- Renforcement des capacités/résultats de formation (participants, certifications, résultats d'emploi lorsque pertinent).

Pour chaque indicateur, le vérificateur doit:

- Confirmer que les définitions correspondent au PAD/RF mis à jour et à tout document de restructuration.
- Effectuer un échantillonnage traçable allant des chiffres agrégés aux documents sources et à la vérification physique dans la mesure du possible.
- Validez l'horodatage par rapport aux fenêtres d'éligibilité et à l'attribution du financement.

3. Échantillonnage et vérification sur le terrain

- Développer une stratégie d'échantillonnage statistiquement solide couvrant les pays, les composants et les facteurs de mise en œuvre, avec un suréchantillonnage des strates à risque supérieur (par exemple, grandes lignes de crédit, PME à forte demande, zones

géographiques éloignées). L'échantillonnage des CFI doit inclure tous les CFI de la composante 2, avec un échantillon statistiquement solide des prêts de chaque CFI.

- Utilisez des méthodes mixtes : vérification au bureau ; des enquêtes téléphoniques ; visites de sites ; télédétection/SIG ; audits photo et métadonnées ; Télémétrie au niveau de l'appareil lorsque disponible.

4. Évaluation de la qualité des données (DQA)

- Examinez la conformité aux définitions d'indicateurs convenues, au POM et à tout protocole de déclaration IFR/MIS (Rapport Financier Intermédiaire).
- Identifier les lacunes systémiques et proposer des solutions pratiques (outils, procédures opérationnelles (SOP, formations, clauses contractuelles).

5. Vérifications financières et d'attribution

- Pour les lignes de crédit et les prêts garantis par le RSF (Mécanismes de partage des risques) : vérifiez auprès des CFI et sous-emprunteurs l'éligibilité, les conditions du prêt, les dates de retrait et l'existence et le statut des sous-projets.
- Détecter et signaler le comptage en double entre composants, financiers et programmes cofinancés.

6. Questions de genre, d'inclusion et d'E&S

- Vérifier les objectifs désagrégés par genre et la participation des entreprises dirigées par des femmes.
- Vérifiez que les exigences E&S pertinentes aux installations et sur les prêts ont été intégrées dans la documentation des sous-projets et les pratiques sur site (vérification ponctuelle).
- Identifier les obstacles aux femmes et bénéficiaires vulnérables reflétés dans les résultats.

7. Réconciliation des résultats et ajustements

- Quantifier les résultats validés par rapport aux résultats rapportés à chaque niveau d'indicateur, par pays et composant.
- Proposer des ajustements (ajouts, déductions) avec justification et preuves documentées.
- Fournir un jeu de données propre et auditable (avec identifiants, GPS, horodatages uniques) pour examen bancaire.

Méthodologie

- Phase initiale/ démarrage : Examiner les documents du projet ; créer une matrice de vérification ; finaliser la stratégie, la trame et la méthode d'échantillonnage ; confirmer les protocoles d'accès aux données et de consentement éclairé.-créer une matrice de vérification.
- Collecte des données : Utiliser des instruments standardisés ; assurez-vous d'avoir des photos géolocalisées et des formulaires de vérification signés ; Maintenir une chaîne de garde sécurisée pour les preuves.
- Méthodologie d'échantillonnage statistique incluant la taille des échantillons et de sa couverture par pays afin de rester des limites de confiance acceptables
- Assurance qualité : vérifications indépendantes, saisie double pour les variables clés, et vérifications d'intégrité des données (détection de valeurs aberrantes et de duplication).
- Éthique et protection des données : Respecter les lois locales, suivre les procédures de consentement et la confidentialité des données de WBG selon les directives de la BM; anonymiser les informations personnelles identifiables dans les livrables.

Livrables et calendrier

- Rapport de démarrage (2–3 semaines après le début du contrat) : méthodologie et plan d'échantillonnage, matrice de vérification, outils de collecte de données, plan de travail.
- Note de travail de terrain provisoire (mensuelle) : progrès, questions émergentes, contraintes d'accès.
- Projet de rapport de vérification (dans les 12 semaines suivant l'approbation la validation du rapport de démarrage) : résumé exécutif ; méthodologie ; résultats vérifiés (avec intervalles de confiance si applicable) ; Résultats sur la qualité des données ; les variances et les causes profondes ; Recommandations et plan d'action.
- Rapport final de vérification et jeu de données assainies (2 semaines après les commentaires de la banque/ UGP) : tableaux de résultats rapprochés par indicateur/pays/composant ; annexe de preuves géolocalisées ; base de données (CSV/Excel) avec dictionnaire de données ; Liste des sous-projets/bénéficiaires vérifiés.
- Présentation(s) à la Banque et au Comité de Pilotage.

Qualifications par équipe

- Chef d'équipe : Master (B+5) dans un domaine pertinent ; 10+ ans dans la vérification des résultats ou dans le suivi et l'évaluation de grands programmes multinationaux d'accès à l'énergie ou d'infrastructures; expérience avec la Banque mondiale/Institutions financières internationales ; effectué au moins 2 missions similaires ; maîtrisant l'anglais et le français ;
- Spécialiste en Suivi-Evaluation / Méthode Quantitatif : Master (B+5) dans un domaine pertinent ; 5 ans d'expérience en Suivi-Evaluation ; échantillonnage/statistiques ; conception de relevés ; les cadres QA des données ; avoir participé au moins à une mission similaire, maîtrisant l'anglais et le français ;
- Expert technique en accès à l'énergie / Qualité – Assurance : Master (B+5) en énergies renouvelables, 5 ans d'expérience dans les systèmes solaires autonomes, normes de qualité, laboratoires de tests ; maîtrisant l'anglais et le français ;
- Spécialiste financier : Master en finance, 5 ans d'expérience en prêt, lignes de crédit et opérations d'intermédiaires financiers (BOAD/CFI) ; maîtrisant l'anglais et le français ;
- Superviseurs/Enquêteurs de terrain dans les pays clés ; couverture linguistique (anglais, français, portugais).
- Ingénieur SIG/Téledétection et Données : vérification géospatiale, sécurité des données et intégration de plateforme.
- Spécialiste en genre et en E&S : M&E désagrégée par genre et contrôle ponctuel de la conformité E&S.

Accès à l'information et Soutien

Les agences de mise en œuvre (BOAD et CEDEAO) désigneront un point focal d'information pour garantir un échange efficace d'informations et une collaboration étroite. Les documents du projet seront partagés par les agences de mise en œuvre au Consultant en conformité avec les règles de sécurité des données de la Banque mondiale.

- Document d'évaluation de projet, accords de financement, manuel d'opération, documents de restructuration, rapport de supervision, mémoires d'aide.
- Les métadonnées et outils de reporting du Cadre des résultats (par exemple, formulaires GEMS), les rapports financiers intermédiaires et les rapports PFM.
- Dossiers et registres de prêts BOAD et CFI, dossiers de subventions PME, dossiers de formation, rapports QA/tests.

- Listes de contacts pour les bénéficiaires, PME, CFI et institutions publiques.

Propriété des données et confidentialité

Toutes les données et matériaux collectés appartiennent aux agences de mise en œuvre et à la Banque mondiale à des fins de projet. Le consultant doit maintenir une stricte confidentialité et se conformer aux normes de protection des données applicables.

Conflit d'intérêts – PME/CFI soutenu par ROGAP et proposer des mesures d'atténuation.

L'entreprise doit divulguer tout conflit réel ou potentiel, y compris les missions antérieures ou en cours avec la CEDEAO, la BOAD, les CFI ou les PME soutenues par ROGAP, et proposer des mesures d'atténuation.

Durée et niveau d'effort

- Durée indicative : 4 à 5 mois de la signature du contrat au rapport final.
- Effort attendu : environ 100 à 120 jours-personne, avec au moins 35 % des jours consacrés au travail de terrain à travers les géographies échantillonnées.

Grille de paiement (indicatif)

- 10 % sur l'approbation du rapport de démarrage
- 40 % à la fin du travail de terrain et du rapport provisoire
- 30 % à la soumission d'un projet de rapport de vérification satisfaisant
- 20 % après approbation du rapport final et remise de l'ensemble de données et des preuves annexes
- **Annexes (à fournir par le Client)**
 - Cadre des résultats avec définitions et table cible
 - Matrice de vérification de modèles et outils de collecte de données
 - Liste des résultats rapportés par pays/composante et partenaire de mise en œuvre
 - Protocoles d'accès aux données, de contact avec les bénéficiaires et de stockage des preuves